
nathalie blanc

Propos recueillis par
Julien Meyrignac

**« Les réflexions d'urbanisme
n'envisagent que très
rarement l'humain
comme être vivant »**

Géographe et plasticienne, Nathalie Blanc s'est investie dans les questions d'écologie, au sens large, en pionnière. Ses réflexions et travaux de recherche ont démarré, il y a une trentaine d'années, par une étude sur les dynamiques de population des cafards dans la ville, considérée comme leur habitat naturel. Dès lors, elle a envisagé la ville comme un environnement bio-physico-chimique qui conditionne la vie et la santé de nombreuses espèces, dont l'espèce humaine.

Entrevue



Pouvez-vous revenir sur votre parcours, votre cheminement ?

Il y a un premier point qu'il faut saisir : je viens d'une famille extrêmement politisée, de communistes issus de l'immigration. Et la question environnementale m'est apparue très tôt, dès les années 1980-1990, comme la nouvelle question politique déterminante, universelle, universalisable. C'est déterminant dans mon parcours, c'est la raison pour laquelle je me suis éloignée des Beaux-Arts qui étaient, à l'époque, dans une *doxa* très plastique ou nombriliste. L'enseignement y était enfermé soit dans le geste de Clement Greenberg, *white cube*¹, très années 1950, soit revenait obsessionnellement sur le geste pictural... Il m'a semblé nécessaire de m'en éloigner.

Lors de mon cursus dans le périmètre des Beaux-Arts, j'avais fait mes classes en prêtant allégeance aux situationnistes qui étaient entre ville et arts, disons, et j'étais aussi très inspirée par les artistes de Fluxus, ouverts à l'imprévu, aux gestes formulés au hasard, et Joseph Beuys qui venait de participer à la fondation du Parti vert en Allemagne. J'étais au carrefour de ces influences et j'avais envie de m'engager utilement et durablement. J'ai d'abord travaillé dans une perspective esthétique assez détachée de la production d'objets pour les galeries, mais plutôt à tenter de déterminer un nouveau champ de vision au carrefour de la ville, de l'environnement, du geste esthétique. Une part de mon inspiration provenait du travail de Sigmund Freud qui, lui-même, a éclairé des choses invisibles, parmi lesquelles l'inconscient joueur. C'est cela qui m'a conduit à la géographie, une discipline scientifique au sein de laquelle j'ai tout de suite su que je pourrais inscrire mes intentions.

Mon travail de thèse sur les cafards était une façon de renverser la question de la nature en ville qui n'était saisie que par les espaces verts, mais aussi la question de l'animal qui n'était saisie que par l'animal de compagnie. Donc, il y avait un double renversement qui, sur le plan épistémologique, me semblait très intéressant. Il constituait, aussi, une mise en abîme de l'urbanisme dans son objet, qui est de maîtriser la nature pour fonder une ville. Le cafard expose l'inanité ou la vanité de cet exercice qui est toujours, en tout ou partie, un échec. Tout comme le sociologue Boaventura de Sousa Santos, qui a développé la sociologie des absences², j'ai acquis la conviction que c'est dans les creux que se devinent les pleins et les plans d'existence à explorer.

Cela rejoint le concept situationniste des trous positifs...

Tout à fait ! Le situationnisme s'ancre très fortement dans la géographie. Ce qui m'a plu aussi, c'est qu'elle est la plus naturaliste des sciences sociales. Mais je dois bien avouer que lorsque j'ai découvert la géographie comme discipline, j'ai été un peu troublée, parce qu'elle était loin de la matière que j'avais fantasmée, surtout à l'époque. Il y avait tant de silos entre les différents domaines, la géographie physique, humaine, régionale..., et il y avait des écoles, des obédiences... Géographie physique et géographie vécue étaient entièrement séparées, si loin de l'intérêt que je développais pour l'analyse des sensations et sentiments vis-à-vis de ce monde, de son écologie, en ville et ailleurs. De la même manière, quand j'ai commencé à travailler sur les villes et sur l'urbanisme, j'ai été perturbée par le fait que le vivant y était envisagé de manière extrêmement réductrice. Notamment du côté

des « solutions fondées sur la nature », dont les conceptions sont très instrumentales quand elles ne sont pas réduites à du mobilier urbain, c'est-à-dire une forme d'esthétique fonctionnelle. Or, il est inconcevable d'aborder le vivant par l'objet. Et plus encore, j'ai été perturbée par le fait que les réflexions d'urbanisme et projets urbains n'envisagent que très rarement l'humain comme être vivant. Comme si nous étions hors écosystème, non reliés à un ensemble de dimensions vivantes, et ainsi légitimes pour chasser la nature de la ville. Sur ces points, il me semble, hélas ! que nous n'avons que peu progressé depuis plus de trente ans.

Pour quelles raisons ?

Parce que nos modes d'habiter (parmi lesquels j'inclue les modes de vie, mais aussi les façons d'occuper spatialement le sol terrestre) n'ont pas changé, nous vivons toujours dans le même cadre, or, la pensée ne se transforme pas hors-sol. Il faut que nos modes d'habiter se transforment pour que la pensée se transforme. Je vais prendre un exemple : je réalise des études dans le cadre d'un contrat européen portant sur la renaturalisation des cours d'école, et nous travaillons sur une école, rue de Picpus [Paris 12^e, *ndlr*], dans laquelle a été aménagée une microforêt urbaine. Nous avons demandé aux enfants de représenter ce qui s'était passé dans la cour, ils n'ont dessiné que les tracteurs... (*rires*). Donc, voilà, on plante des dizaines d'arbres et ce sont les machines et la technique qui marquent les esprits.

Et je pense aussi que nous ne progressons pas ou peu sur ces questions en raison de la segmentation de la société. Nous rédigeons pour la Ville de Paris le carnet « Classes populaires et changement climatique », et à travers cette question nous en abordons également bien d'autres : femmes et écologie, populations racisées et écologie, etc. Ce travail fait apparaître une grande diversité de représentations qui permet de déconstruire l'unicité de la représentation du vivant, notamment en ville. Je trouve cette approche sociale précieuse, parce que les classes populaires sont porteuses d'un rapport à l'environnement, de pratiques et d'objets issus des luttes des Suds, des luttes décoloniales, comme l'agriculture urbaine et certaines pratiques culturelles – telle la permaculture –, que l'on retrouve dans les projets d'urbanisme transitoire ou d'agriculture urbaine, mais, surtout, elle souligne la question des relations et des interdépendances, qui est le cœur de la pensée écologique. Loin des politiques environnementales et de leurs zonages qui, eux, fonctionnalisent l'espace sans prêter attention aux dynamiques, aux liens.

Je vous trouve sévère quand vous dites que l'on a très peu progressé, notamment en ce qui concerne la perception des relations de causes à effets et des interdépendances. Le concept d'anthropocène, par exemple, n'a-t-il pas ouvert les esprits ?

Récemment, la commission internationale de stratigraphie a finalement décidé de ne pas faire de l'anthropocène une nouvelle période géologique, ce qui n'empêche pas que le constat fait par la communauté des scientifiques qui étudient la Terre et la vie sur la Terre est sans appel : l'humanité et certains groupes sociaux plus riches que d'autres ayant moins de pouvoir sont en train de transformer la possibilité future même d'habiter de vastes pans de cette planète. Je n'utiliserai pas, cependant, le



Cours d'école végétalisée à Pontoise dans le Val-d'Oise.

Photo : Thais Andro

terme d'anthropocène, car il contient cette idée de l'homme contre la nature, qu'il est une sorte de totalisation du fait humain, et qu'il manque de caractère critique et analytique. Et puis c'est un concept qui ressemble à un gimmick de communicants, emprunté aux sciences dures, et déclinable à l'infini avec le capitalocène, l'urbanocène, le plantationocène, le chthulucène... Cela m'embarrasse que de nombreux géographes se fourvoient quelque peu dans cette direction. Surtout quand je relis *La Face de la Terre*, le livre de Geneviève et Philippe Pinchemel, paru en 1988 [Armand Colin], qui avait posé, de mon point de vue, des bases pédagogiques extrêmement claires et convaincantes, en évoquant la nécessité de croiser les réflexions horizontales sur l'espace et celles, verticales, sur l'environnement. Cela a été extrêmement précieux pour moi de réfléchir à cet entrecroisement espace-environnement, à cette verticalité et cette horizontalité, ce qui m'a amenée à la question des zones critiques, et de cette fine surface de sols que nous habitons.

Sur ce sujet, vous avez parrainé, en 2016, l'exposition « Sols Fictions » au domaine de Chamarande...

En tant que géographe, on a tous eu à faire de la pédologie, nous n'avons donc aucun mal à envisager les sols comme vivants. Alors quand Lauranne Germond, de Coal³, m'a proposé de coordonner une résidence scientifique, Sciences-Arts, qui a duré un an et demi sur les sols, j'ai accepté avec enthousiasme. Il y avait d'autres scientifiques impliqués, dont Germain Meulemans, et nous avons formé des binômes artiste-scientifique, avec l'intention d'avoir un maximum de croisements. Chaque binôme est parti dans une aventure qui lui était propre, et tous ont contribué à une aventure commune qui était, notamment, la création de dix terrariums contenant des sols réels et des sols de fiction, des sols de Mars, etc. Ce qui m'a frappée, c'est la réception du public : d'abord, il y a eu du monde en dépit de la grève RER, ensuite les gens ont développé une grande curiosité et ont beaucoup réagi. Certaines observations m'ont particulièrement marquée, comme lorsque quelqu'un a dit : « On ne sait pas si c'est vrai ou faux ». Et c'était troublant pour eux, parce que dans leur esprit, ce qui est vrai, c'est scientifique, et ce qui est faux, c'est de l'art. Et là, il y avait dans chaque binôme un artiste et un scientifique. Cette réflexion faisait écho aux problèmes qu'on peut avoir aujourd'hui sur la question de la véracité scientifique, notamment

à propos du réchauffement climatique, mais pas seulement. Je pousse pour plus de collaboration entre arts et sciences pour avancer sur la question du régime de vérité. Qu'est-ce que c'est une preuve ? Qu'est-ce que c'est une vérité ? En quoi l'art peut-il amener des questions et des réponses ? Avec Marine Legrand, une collègue, nous avons coécrit des récits sur les bêtes du sol, et nous avons fait écrire, à partir, entre autres, des textes de Darwin sur les vers de terre, des petites fictions en atelier d'écriture. Avant cela, nous avons conduit un projet, avec un ami poète, sur les berges de Seine pour la COP21, en 2015, où nous demandions aux passants – nous avions un stand, comme des bonimenteurs (*rires*) – de lire des extraits du rapport du Giec [Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat], puis de les réécrire avec toute latitude politique et sous forme poétique. Et nous les filmions en train de lire leur production. Cela avait été un gros succès.

Ne croyez-vous pas que nous sommes aujourd'hui dans l'ère du récit, et que ce n'est pas sans risque en ce que cela entretient un flou entre le réel et le fictionnel ?

La question du récit est complexe ; la production de fictions permet de penser plus loin, d'imaginer autrement. Je suis toujours surprise, y compris par des ouvrages de vulgarisation scientifique, de l'importance de la mise en scène narrative ; citons, par exemple, l'ouvrage sur les myriades de bactéries dans nos intérieurs par Rob Dunn, dans *Never Home Alone* [Basic Books, 2018], ou encore le récit des fonctionnements terrestres, par mon collègue Jérôme Gaillardet, dans *La Terre habitable* [La Découverte, 2023]. De leur côté, les romans, nouvelles, recueils de fragments littéraires permettent d'explorer des formes de rencontre avec l'environnement. En ce sens, le Centre des politiques de la Terre, que je dirige, va mettre en place, avec le centre d'art et de recherche Bétonsalon, des résidences d'écriture ouvertes aux étudiants des facultés de sciences, de santé, ainsi que de sciences sociales et humaines de l'université Paris-Cité. Ces résidences visent à écrire collectivement des futurs heureux. La formation d'alternatives concrètes et joyeuses s'explore par l'écriture ; il s'agit de pluritopies qui ne sont ni des utopies ni des dystopies. Je trouve important d'explorer la place des récits dans nos sociétés, y compris scientifiques, à condition que la méthode de production du récit et sa finalité soient claires, en somme que le public soit averti des limites de ce qui est raconté.

Il est vrai que l'utilisation du *storytelling* comme une façon de faire politique est largement, et à juste titre, critiquée, mais cette production de récits, souvent pauvre et répétitive sur le plan narratif, ne s'accompagne pas de transformations socio-écologiques réelles, et est vite mise à nu. Le gouvernement, aujourd'hui, utilise des *punchlines* en l'absence de véritable construction politique – comme « le réarmement démographique » –, mais ne dispose pas justement d'un récit qui fasse œuvre de transformation, ce qui en limite singulièrement la portée, alors que l'argumentation véritable fait défaut ou est alors très simpliste. Une chose importante qui manque à ces récits gouvernementaux sont les personnages, les acteurs sociaux à toutes les échelles figurent parmi les grands absents. Aussi, un récit fonde sa véracité sur le sentiment que les personnages existent et sont prêts à transformer l'histoire. On ne donnerait pas un prix au romancier qu'est Emmanuel Macron (*rires*).



L'Oasia Downtown Hotel, à Singapour, est un gratte-ciel végétalisé de 27 étages qui comprend quatre jardins suspendus.

Photo : Nathalie Blanc

Dans la compréhension des liens entre nature et culture, la question de leur mise en forme est fondamentale. L'urbanisme n'est-il pas le cadre idéal de cette mise en forme ? Pourquoi n'y est-il manifestement pas parvenu jusqu'à aujourd'hui ? Que lui manque-t-il pour cela ?

J'ai beaucoup réfléchi à cela, parce qu'effectivement l'urbanisme est un geste technique, mais aussi un geste plastique, esthétique. Quand on travaille sur l'histoire de l'urbanisme, on trouve un peu des deux, geste technique, geste plastique, mais on ne trouve jamais, ou très peu, le geste bio-physico-chimique. L'urbanisme n'a pas réussi à être métabolique, sinon à défaut. Une part de la recherche urbaine sur le métabolisme est enfermée dans l'appréhension technique de toutes sortes

de dimensions énergétiques de la ville – par exemple, enregistrer en kilojoule toutes les énergies qui entrent et qui sortent – et elle reste très éloignée de la question des formes environnementales, de leur capacité à se métamorphoser, à mettre en scène des milieux de vie aux différentes échelles, des bactéries aux mammifères que nous sommes.

J'ai été frappée par la présentation sur le métabolisme urbain d'un collègue très prestigieux. Ce à quoi il était parvenu n'était pas une ville, c'était un urbain dispersé, désincarné, organisé en rhizomes autour des réseaux techniques. À l'inverse, je me souviens des commentaires de certains concepteurs urbains ou ingénieurs, pour qui une forêt urbaine est un fouillis, qui ne ressemble à rien et qui, dès lors, plantent des arbres sans aucune compréhension écosystémique. Malgré tout, je crois que je suis sévère. Les efforts faits pour transformer la donne par les services des villes et de nombreux professionnels sont gigantesques. Cependant, l'inertie des cadres – réglementaires notamment, mais aussi techniques – de l'aménagement, tend à restreindre singulièrement les possibilités de changement. Il en va donc souvent d'un manque de culture, de langage, codes ou outils conceptuels. Ou d'un manque de convictions politiques. Sur le plan conceptuel, quand, dans mes travaux, j'ai introduit la notion de forme dans l'environnement, c'est à partir de Goethe et d'un certain nombre d'auteurs du XIX^e siècle. En partant du principe que la forme environnementale doit avoir à la fois une puissance bio-physico-chimique et une puissance esthétique. C'était très spéculatif. Sur le plan politique, il y a de nombreux intellectuels et chercheurs qui ont interrogé ou interrogent l'urbanisme et sa capacité d'inventer des villes à la hauteur des situations que nous allons devoir vivre alors que le changement climatique va s'intensifier, comme René Riesel, qui était proche des situationnistes, ou Geneviève Pruvost, qui parle de l'écologie de la subsistance. Il faut prendre en compte la ville comme milieu de vie, et non plus simplement promouvoir un usage intensif du foncier urbain. Or, cela veut dire, notamment, de travailler les vides des espaces urbains. L'autre question – centrale, me semble-t-il, de ce nouvel urbanisme – est de distinguer les espaces urbains selon les groupes sociaux, sachant que les besoins, en termes d'adaptation au changement climatique, selon les statuts socio-économiques des habitants, ne sont pas les mêmes.

Mais leurs conceptions ne sont-elles pas marquées par une forme de rejet ontologique des villes ?

Ce n'est pas faux, certains situationnistes qui avaient fait un retour à la terre disaient globalement : la ville, c'est l'endroit du contrôle, il n'y a pas la liberté du rapport à la nature. Moi, ce que je dis, c'est qu'il y a plus de nature en ville que vous ne sauriez voir, mais il faut être capable de la découvrir. Et j'en reviens à ce que je disais à propos des villes et des classes populaires : c'est en ville et dans les milieux les moins manucurés que la perception du vivant est la moins difficile à convoquer. Notamment, lorsqu'il est possible de s'appuyer sur des associations, des collectifs, etc.

Il est clairement indiqué dans le dernier rapport du Giec qu'on ne pourra véritablement affronter les enjeux du dérèglement climatique qu'à condition de savoir travailler collectivement et socialement à une transformation. Ce que les experts appellent l'adaptation transformationnelle. Moi, je suis née en ville et j'aime

beaucoup la ville, donc je suis heurtée par ces scientifiques qui disent : « Il n'y a pas d'avenir dans l'urbain » ; je pense, bien au contraire, que l'avenir sera l'urbain. Avez-vous vu le film de Volker Schlöndorff, *The Forest Maker*, cofinancé par l'Afaf, l'Association française d'agroforesterie, sur le rôle que jouent les associations et les populations dans la reforestation de la *Green Belt* subsaharienne, entre ville et rural ? Un film très intéressant, très politique, dans lequel on voit très bien le partage des tâches et responsabilités entre les hommes et les femmes. Il expose très clairement que l'écologie de la subsistance est largement féminine. Tandis que les hommes continuent d'être attirés par les milieux urbains pour leur offre consumériste.

« Il y a un imaginaire puissant toujours à l'œuvre qui est celui de l'hygiénisme. »

Mais, pour revenir aux villes, il est important de ne pas dénier le rôle fondamental qu'elles ont joué et qu'elles jouent en matière de progrès social, de lutte contre la pauvreté, d'accès à l'éducation, de politisation... Les bénéfices du fait urbain sont énormes et ils sont à rapprocher des coûts environnementaux de la ville. L'immense majorité des travaux sur cette question conclut que la balance est positive. En revanche, il est certain que les crises climatique et environnementale, économique et sociale imposent de reconsidérer les conceptions de cette balance, notamment du point de vue des bénéfices humains, sociaux. Cela demande de revoir le sens de la ville, de requestionner fondamentalement les objectifs collectifs, solidaires, attendus dans la production de l'urbain et des villes. En accordant une grande attention aux contextes, pour rompre avec la tendance mondiale actuelle qui est de produire les mêmes villes, aux mêmes fonctions, avec la même architecture partout dans le monde. Pour définir des codes communs aux villes des Suds, aux villes des Nords, dans les espaces métropolitains, dans les provinces... Il faut produire une réflexion sur ce qu'on attend de la ville aujourd'hui et la grande diversité des réponses qui doivent être apportées localement. Je ne suis pas sûre que les exercices de prospective qui sont conduits actuellement posent les bonnes questions. Ils abordent la question du devenir des villes de manière négative, pour ne pas dire catastrophiste, et pour aboutir à des alternatives manichéennes. Par exemple, la réflexion autour du Paris caniculaire où les seuls sujets dans la balance sont la végétalisation pour lutter contre un exode urbain. Il faudrait être capable d'orchestrer un débat plus général sur le sens de la ville à l'heure des limites planétaires...

Pourtant, il est établi de longue date que les villes rendent des services écosystémiques...

Oui, mais il y a un imaginaire puissant toujours à l'œuvre qui est celui de l'hygiénisme, et qui est même sorti renforcé de la crise sanitaire. Aujourd'hui encore, on peut lire dans un grand journal, dans la tribune d'un maire d'une grande ville d'Ile-de-France, une déclaration type : « Il suffit d'éradiquer toute nature en ville et comme ça, on n'aura pas de souci avec les microbes. » L'imaginaire

hygiéniste limite terriblement la pensée du vivant, et il plaide pour la perpétuation d'une conception hors-sol de la ville. Pour revenir à votre question, vous avez raison. Le point de départ est sans doute le programme *Man and the Biosphere* (MAB), lancé en 1971 par l'Unesco, qui se réclame du domaine des sciences exactes et qui a pour objectif d'établir les points d'équilibre entre la préservation de l'environnement et le développement humain, notamment économique, tout en sauvegardant les valeurs culturelles qui y sont associées. Et un des apports opérationnels de ce programme a été la création des réserves de biosphère qui sont les lieux d'expérimentation de cet objectif. Autour de ce programme, à cette époque, de nombreuses villes ont engagé des réflexions sur les écosystèmes urbains : Sydney, Canberra, Paris, Bruxelles, avec Paul Duvigneaud qui était professeur à Paris 7 alors... Une grande partie de ces réflexions se veulent scientifiques, chiffrées pour ne pas dire « comptables », dans le sens où elles s'attachent à chiffrer les valeurs des entrants et des sortants. Cependant, à partir de 1968, certaines d'entre elles introduisent la psychologie, ou plus exactement la psychosociologie, ce qui permet de comprendre que ces questions ne peuvent être réduites à la gestion d'objets.

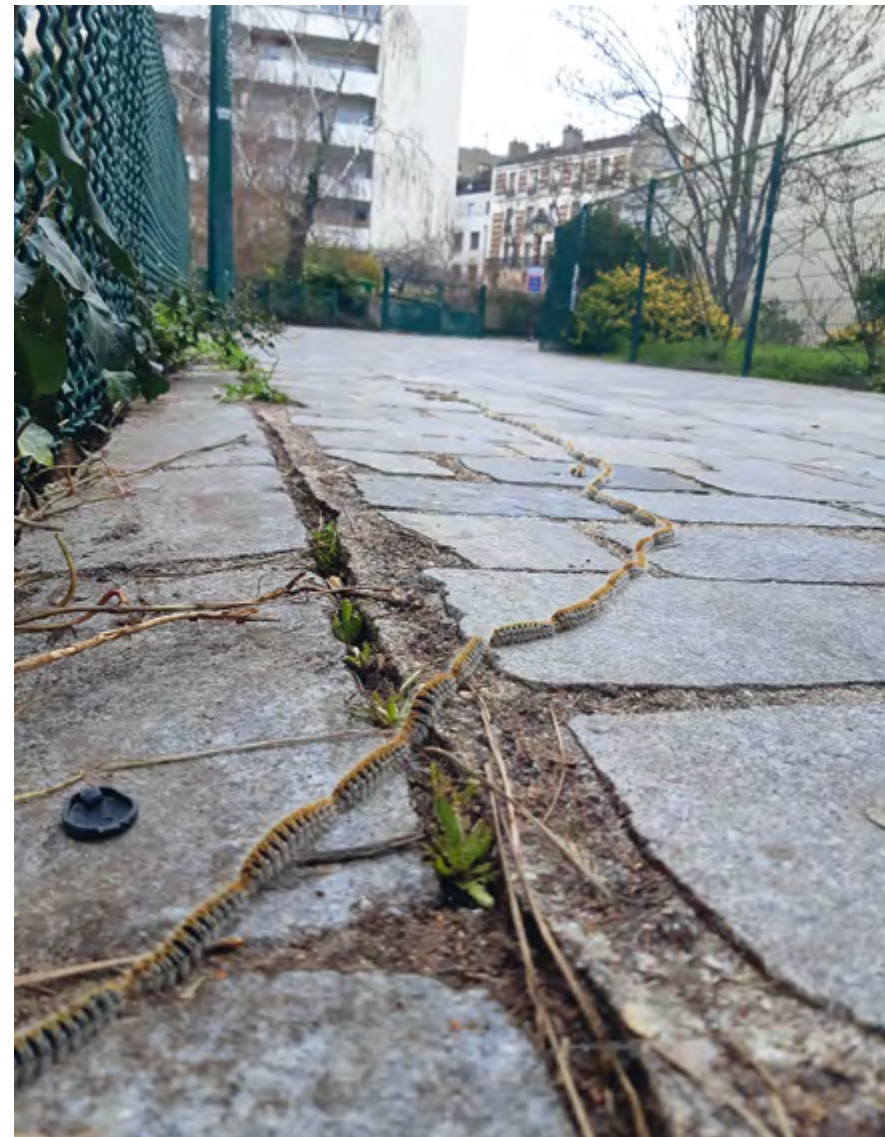
Et puis, il y a le tournant de la fin du siècle dernier, avec les apports de nombreux chercheurs et auteurs comme Robert Costanza, sur la base du second rapport du Giec et des travaux préparatoires au protocole de Kyoto. À cette époque, l'essentiel des rapports sur l'environnement et le climat étaient fondés sur les sciences dites dures, et tout particulièrement sur la climatologie ; pour une raison simple qui est que c'est une science disposant de modèles globaux et que les climatologues avaient la capacité de pousser leurs thèses au plus haut. De ce fait, les écologues ont été extrêmement frustrés, car tous ceux qui travaillaient sur la

biodiversité n'avaient pas ce même capital de modélisation. La plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (Ipbes) n'a été créée par les Nations unies qu'en 2012. Par conséquent, comme les écologues n'avaient pas, à la fin des années 1990, la capacité de pousser leur thèse au plus haut, ils se sont alliés aux économistes. Ils ont « économicisé » la question des services écosystémiques. Fort heureusement, très vite, à l'échelle internationale, les recherches se sont éloignées de l'économétrie : avec la publication du rapport des Nations unies sur l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire (EM) fondé notamment sur les travaux du Nobel d'économie [1998] Amartya Sen, créateur de l'indice de développement humain, qui a créé le concept de « capacité ». Mais cela n'a pas été le cas partout, et pas vraiment en France. En tout cas, pas à la création du programme d'évaluation française des écosystèmes et des services écosystémiques (Efese), auquel j'ai été associée dans le groupe de travail sur les services écosystémiques urbains ; il travaillait essentiellement la question des parcs et jardins, rejetant l'idée de la ville comme un écosystème urbain, et était largement enfermé dans des questions d'indicateurs. Je ne suis pas restée.

Je plaide pour une approche beaucoup plus authentiquement écosystémique, beaucoup plus écocentrée, consciente qu'il faut avoir une approche fine de toutes les relations avec le vivant. Et d'ailleurs, quelle est la limite entre la vie et la non-vie ? J'ai organisé sur ce sujet un débat entre mon collègue François Bouteau, qui travaille sur l'intelligence des plantes, et le poète Pierre Vinclair ; c'était un très beau séminaire, très intéressant, il est en ligne. J'aimerais pouvoir me revendiquer du biorégionalisme, mais c'est une approche très anthropocentrée. Je pense que pour avancer sur ces questions, cela repose beaucoup

Palissade et nature.

Photo : N. B.



Les chenilles « processionnaires », considérées comme nuisibles, mesurent entre 2 et 4 cm de long et prolifèrent à l'arrivée des beaux jours, ici dans le 13^e arrondissement parisien.

Photo : N. B.

sur l'éducation ; je réalise, par exemple, des travaux avec des enfants ou des collégiens, en leur demandant de réaliser des cartes du vivant et de dessiner toutes les relations qu'ils voient. Cela développe un imaginaire très intéressant sur les rapports entre l'herbe, les fourmis, le caniveau, moi...

Il n'y a que le géographe qui peut faire ça.

Il n'y a que le géographe (*rires*). Nous allons, avec mon collègue qui est géochimiste, sortir un numéro des cahiers de l'Académie des sciences sur l'habitabilité. Avec pour objectif de renouveler l'approche par les géoconcepts – les sols, la terre, la zone critique, etc. – afin de redéfinir certains termes, y compris le terme d'espace, pour les « (ré)écologiser ». Un travail qui s'inscrit un peu dans la trajectoire des travaux des Pinchemel, en posant quelques questions simples telles que : « Qu'est-ce que ça veut dire ? »

Il y a beaucoup de travaux des géographes qui sont injustement et regrettamment oubliés, notamment les approches les plus environnementales – Vidal de La Blache [1845-1918],

Sorre [1880-1962] – que j'avais beaucoup aimées. Des travaux extrêmement intéressants qui mériteraient d'être réinvestis sur le plan d'une discipline, d'une science collective. Parce qu'il n'y a que la géographie qui permet le travail collectif sur les cartes, sur la représentation de là où nous sommes et où nous vivons, une représentation et une mise en cartographie des objets de nature. Il n'y a que la géographie qui est capable d'analyser et de représenter les relations. C'est une science de la relation qui devrait être au cœur des réflexions et débats sur l'environnement et les défis humains d'adaptation. D'autant qu'il existe des figures emblématiques de ces revendications, comme Doreen Massey [1944-2016] qui s'est opposée aux approches statistiques ou économétriques de l'espace, qui a travaillé sur les spatialités relationnelles, qui a dénoncé la tension moderniste entre temps et espace.

La relation temps-espace, c'est la question fondamentale de l'urbanisme.

Oui, sauf que les urbanistes n'ont accordé et n'accordent que très rarement de l'attention au temps long. Et c'est une limite importante dans la prise en compte des rapports et services écosystémiques dans leurs missions, leurs diagnostics et les projets urbains. Je vais illustrer : au Centre des politiques de la Terre⁴, j'ai invité une collègue qui travaille sur le précambrien à discuter avec un philosophe moral qui travaille sur la question de la délibération dans la décision. C'était extraordinaire leur discussion, mais on voit bien que l'urbanisme est très éloigné des enjeux de temps long, et c'est sans doute pour cela qu'il n'accorde pas une attention suffisante au substrat, à l'eau... Mais de toute façon, toutes les politiques actuelles, nationales comme européennes, ont renoncé à inscrire leurs analyses et leurs délibérations dans le temps long. Nous vivons de plus en plus dans le court-termisme, dans des temps extrêmement contractés. D'ailleurs, au-delà des objectifs de sobriété à horizon 2050, qui ne sont pas mis en perspective plus lointaine – 2100, 2200, 2500... –, ce qui est totalement regrettable, où sont les exercices de prospective nationale ? Ils ont disparu avec la Datar [Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale] et le CGET [Commissariat général à l'égalité des territoires], sans regret apparent des politiques. ■■■

^{1/} L'artiste conceptuel, critique d'art, Brian O'Doherty a théorisé l'espace d'exposition white cube (« cube blanc ») dans son essai *Inside the White Cube*, paru en 1976.

^{2/} Dont l'objet consiste « à montrer que ce qui n'existe pas est en fait activement produit comme non existant, c'est-à-dire comme une alternative non crédible à ce qui est supposé exister », *Boaventura de Sousa Santos*, « Épistémologies du Sud », *Études rurales*, 2011, n° 187, p. 21-50.

^{3/} *Coal*, association créée en 2008 par des professionnels de l'art contemporain, de l'écologie et de la recherche, mobilise les artistes et les acteurs culturels sur les enjeux sociétaux et environnementaux et promeut le rôle incontournable de la création et de la culture dans les prises de conscience, la transformation des territoires, et la mise en œuvre de solutions concrètes.

^{4/} Réunissant l'université Paris-Cité (ses facultés et l'Institut de physique du globe de Paris, IPGP) et Sciences-Po, le CPT a pour ambition de faire émerger une communauté de recherche travaillant sur la nécessaire convergence des sciences naturelles et expérimentales, ainsi que des sciences humaines et sociales pour aborder les enjeux complexes de l'anthropocène.